

# IL NE FAUT PAS S'ARRÊTER EN SI BON CHEMIN...

«Sans l'autorité d'un seul, il y aurait la lumière, il y aurait la vérité, il y aurait la justice.

L'autorité d'un seul, c'est un crime».

«Louise Michel, 1830-1905», extrait d'une plaidoirie le 22 juin 1883.

Dans l'appel à l'assemblée des assemblées publié sur la région rouennaise, les *Gilets jaunes* font une analyse assez juste du système capitaliste et dénoncent toutes les injustices qu'il génère et ils ont raison. Ils exigent: l'augmentation immédiate des salaires, des minimas sociaux, des allocations, des pensions; le droit aux logements sociaux, à la santé et à des services publics gratuits pour tous. Mais ils oublient l'essentiel, ils ne remettent pas en cause ledit système, bien au contraire, ils proposent uniquement de venir à son secours afin de le ripoliner avec d'autres hommes et femmes politiques.

## Leur révolte est légitime et pourtant...

A lire leur tract, ils crient haut et fort leur révolte contre le système avec des mots d'ordre que nous autres anarchistes ne pouvons pas renier comme: la formation de comités sur les lieux de travail, d'études; la grève reconductible; à prendre nos affaires en main; à nous organiser démocratiquement; à nous fédérer pour transformer la société... Et ce tract se conclut par un: «*Vive le pouvoir au peuple, pour le peuple et par le peuple!*». Seulement, là où le bât blesse, ce n'est qu'à aucun moment, ils ne disent vouloir en finir avec le système capitaliste qui les oppresse et qui fait d'eux des esclaves des temps «*dits modernes*», alors que c'est lui et ses bras armés, les suppôts, les politicards, qui sont la cause de l'exploitation, de leur malheur et de leur misère. A aucun moment, ils ne parlent d'éradiquer le patronat et le salariat, la source fondamentale de la lutte de classe. A les lire et les entendre, ils semblent s'accommoder du système capitaliste et sont à la recherche d'hommes et de femmes providentiels pour leur déléguer la gestion de leurs affaires. C'est en contradiction avec une de leurs revendications qui dit: «*prenons nos affaires en mains*».

Tout en demandant la transformation des institutions, des parlements et la fin des priviléges des élus, ils proposent l'instauration du RIC (*Référendum d'initiative citoyenne*) ce qui veut dire ni plus ni moins qu'ils laissent sur le fond toute initiative aux députés et au Président de la République qu'ils éliront. Ils acceptent donc de se lier les mains au pouvoir politique. Ainsi, ils délèguent consciemment leur «*pouvoir*», que pourtant ils réclament à hauts cris, et qu'ils offriront trop souvent à de parfaits inconnus. On pourrait croire qu'ils condamnent le système électoral et le pouvoir politique mais concrètement, ils veulent adapter le système capitaliste. Les dirigeants politiques et le patronat l'ont bien compris. Ils se sont engouffrés dans la brèche du RIC et du grand débat. Ce sont eux qui maîtrisent la situation. Le mouvement est en marche pour qu'ils se fassent déposséder de toute initiative.

## Le pouvoir au peuple: une incantation

Quant au mot d'ordre «*le pouvoir au peuple, pour le peuple et par le peuple*», ce n'est qu'une incantation car les *Gilets jaunes* ne s'en donnent vraiment pas les moyens. Bien au contraire, ils mettent tout en œuvre pour qu'encore une fois, il leur soit confisqué.

## Il ne faut pas s'arrêter en si bon chemin...

«*Pour délivrer les hommes, il n'y a qu'un moyen détruire les gouvernements*». Léon Tolstoï (1828-1910), écrivain russe, chrétien orthodoxe et anarchiste politique!

Car vous le dites, Mesdames et Messieurs les *Gilets jaunes*, si vous voulez que le pouvoir soit au peuple, pour le peuple et par le peuple, il faut s'attaquer aux racines du mal (le capitalisme et les politicards à son

service) et se donner les moyens de l'éradiquer. Seulement dans votre programme vous n'en parlez pas. Pourtant, il s'agit d'une évidence. Il faut donc remplacer l'État qui est l'outil de domination à la disposition du grand capital, des financiers et des industriels. Puis s'approprier les moyens de production et de distribution par leur prise de possession collective.

Le capitalisme est fondé sur la recherche du profit et donc sur l'exploitation. Il implique une classe possédante de plus en plus riche et des travailleurs toujours plus exploités. Il y a là des intérêts antinomiques, il y a donc lutte de classe. C'est pourquoi l'éradication du patronat et des politcards est une nécessité pour que la société change fondamentalement. Seulement, le mouvement des *Gilets jaunes* ne va pas au bout, il s'arrête en chemin, dévoyé qu'il est par une palanquée d'opportunistes qui s'affairent à le mettre dans l'impasse. Leur but n'est pas d'en finir avec l'exploitation et la misère. Mais bien de s'approprier le pouvoir et servir le capitalisme en changeant le nom des hommes et des femmes et leurs appartenances politiques.

Cette lutte passe impérativement par: le remplacement du pouvoir politique par le fédéralisme autogestionnaire et le système électoral (chèque en blanc) par le mandatement. Le fédéralisme autogestionnaire concerne tous les membres de la société, qui en libres associations, selon leurs affinités, leurs volontés pourront se fédérer en reconnaissant leurs diversités. Ainsi, les citoyennes et les citoyens se donneront les moyens de bâtir une société autogestionnaire pour aller vers la liberté, l'égalité émancipatrice. Elles, ils pourront prendre en main la gestion économique, sociale de l'entreprise et des communes et ce, sans intermédiaire, sans dirigeant, sans institution décisionnaire. Personne ne pourra décider à leur place.

La colère des *Gilets jaunes* montre au grand jour la perversité du système électoral, de la démocratie parlementaire et le rôle néfaste de la représentation, et cela dure maintenant depuis 220 ans. Il serait grand temps que les citoyennes et les citoyens s'en rendent compte et y mettent un terme. Plutôt que de vouloir absolument se désigner des représentants et vouloir continuer à passer par le système électoral... qui est un semblant de démocratie.

A cet égard, je vais rappeler ici ce qu'écrivait à ce sujet Auguste Blanqui en 1871, dans «*La patrie en danger*», il serait bien que nous ayons à l'esprit son propos: «*Qu'est-ce donc qu'une assemblée ?... C'est un ramassis de nullités et d'égoïsme où priment quelques artistes de la parole et certaines habiletés mal-faisantes, bientôt les guides du troupeau et les maîtres de tout le monde*». Le système représentatif n'est en fin de compte «*qu'un fétichisme qui coûte cher au peuple*». Il est intrinsèquement critiquable car il ne peut échapper à la perversité de son fondement: «*Tous ces prétendus représentants ne s'occupent que d'eux-mêmes, de leurs familles, de leurs amis. Un député est bien maladroit si son mandat ne devient pas le fondement de son avenir et l'avenir de tous les siens. Ainsi se passent les choses en temps ordinaire*».

Justhom,  
Groupe de Rouen.

-----